

Droit à l'IVG : des féministes de Montpellier font annuler une réunion d'un syndicat controversé de gynécologues

Date : 28-09-2018



À l'appel de plusieurs organisations, dont « La Collective » et le nouveau parti anticapitaliste, plusieurs dizaines de personnes se sont rassemblées hier soir à Montpellier sur la place de la Comédie pour « défendre le droit à l'avortement »⁽¹⁾. Elles ont déployé des banderoles « mon corps, mes choix, IVG libre et gratuit » devant le grand hôtel du midi dans lequel devait se tenir une réunion du syndicat des gynécologues obstétriciens, dont le président Bertrand de Rochambeau a récemment qualifié l'IVG d'« homicide ».⁽²⁾ Face à la mobilisation, le syndicat a finalement décidé d'annuler la réunion.

Abus de conscience

C'est au nom de la clause de conscience, reconnu par [l'article 47](#) du code de déontologie médicale, que des médecins dédaignent pratiquer l'avortement. Cette loi autorise un médecin à refuser la réalisation d'un acte médical « pour des raisons personnelles », sauf en cas d'urgence vitale. [L'article L2212-8](#) du code de la santé publique est plus explicite : « un médecin n'est jamais tenu de pratiquer une interruption volontaire de grossesse » et « un établissement de santé privé peut refuser que des interruptions volontaires de grossesse soient pratiquées dans ses locaux. » Pour la présidente du planning familial, Séhier Véronique, « la clause de conscience [...] est une entrave aux droits des femmes et à leur santé, et un vrai danger à terme pour ce droit fondamental. En Italie, plus de 70 % des médecins le refusent. »⁽³⁾ Une situation

qui vient nous rappeler que l'IVG, malgré sa légalisation en 1975, n'est pas un droit acquis pour l'éternité, mais une conquête sociale à défendre ici et maintenant.

Sources :

- (1) Retrouvez le texte complet d'appel au rassemblement sur [le site de la CGA](#).
- (2) « [Le président du syndicat des gynécologues, Bertrand De Rochambeau, sur l'IVG: "Nous ne sommes pas là pour retirer des vies"](#) », Huffington Post, 12 septembre 2018.
- (3) Idem. « [En Italie, 70 % des médecins refusent de pratiquer des IVG](#) », Le Monde, 23 mai 2018.